

TROISIÈME CYCLE DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DE LA CHINE AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

LE 6 NOVEMBRE 2018, LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES A PASSÉ EN REVUE LE BILAN DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME, À L'OCCASION DE SON EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU).



La délégation chinoise pendant la session de l'EPU, le 6 novembre. (Photo: Télévision en ligne des Nations Unies)

Au cours du dialogue interactif de ce cycle – le troisième pour la Chine dans le cadre de ce processus – la Chine a dû répondre à des préoccupations soulevées par d'autres États membres de l'ONU concernant la situation des droits de l'homme dans le pays. Ces interventions ont notamment porté sur la répression des avocats et des défenseurs des droits de l'homme, le non-respect des droits civils et politiques, notamment des minorités, le recours à la peine de mort, la situation à Hong Kong et la ratification du

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). L'accent a également été mis sur la situation au Xinjiang, et plusieurs États occidentaux ont évoqué le récent rapport du Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale, dans lequel le gouvernement chinois est exhorté à libérer tous les Ouïghours actuellement détenus en masse dans des camps de « rééducation ».

Douze États – l'Australie, > SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION :

- 1 Troisième cycle de l'Examen périodique universel de la Chine au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies
- 2 Décès de l'ancien envoyé spécial du Dalai-Lama et président exécutif d'ICT, Lodi Gyari
- 3 Conférence d'ICT et de la FIDH au Parlement européen sur l'accès au Tibet et le principe de la réciprocité
- 4 Célébration du 30^e anniversaire d'ICT à Bruxelles
- 5 Rétablissement des groupes parlementaires sur le Tibet en France et en République tchèque
- 6 Utilisation d'images satellite dans un rapport d'ICT pour montrer la transformation de la capitale tibétaine en ville-prison
- 7 Un Tibétain s'immole par le feu en souhaitant longue vie au Dalai-Lama
- 8 Annulation d'un festival de prière et renforcement des contrôles au célèbre Institut bouddhiste tibétain
- 9 Trois moines placés en détention suite à des manifestations en solitaire à Ngaba
- 10 Le point sur les prisonniers politiques
- 11 Calendrier mural 2019 d'ICT
- 12 Événements à venir



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

TIBET BRIEF

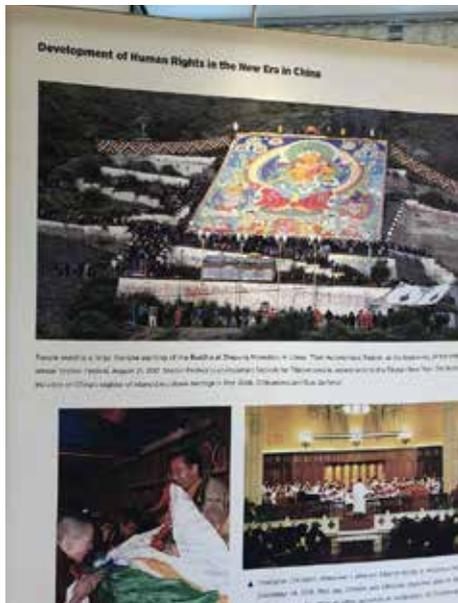
NOVEMBRE 2018

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

> SUITE DE LA PAGE 1

l'Autriche, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis – ont explicitement mentionné le Tibet dans leurs déclarations. Ils ont notamment plaidé en faveur de la liberté de religion, du libre accès des observateurs internationaux au territoire, ou encore de la libération du défenseur de la langue tibétaine Tashi Wangchuk.

C'est sans surprise que la délégation chinoise a rejeté en bloc ces critiques. Elle a affirmé qu'elles étaient « motivées politiquement », et elle a revendiqué le choix d'une voie différente, « avec des caractéristiques chinoises », pour ce qui est du développement des droits de l'homme, un concept qui peut être considéré comme contraire à l'universalité des droits de l'homme.



L'un des panneaux de l'exposition organisée par la représentation permanente de la Chine au Palais des Nations semble montrer que la liberté de religion est protégée en Chine, alors que le pays a récemment renforcé ses contrôles à l'Institut bouddhiste tibétain de Larung Gar et que les photos du chef spirituel des Tibétains, le Dalaï-Lama, restent interdites sur la majeure partie du territoire tibétain.

Mais plus inquiétant encore, l'approche autoritaire du gouvernement chinois en

matière de développement – illustrée à l'occasion d'une exposition photo organisée par la mission de la Chine dans les bâtiments de l'ONU à Genève – n'a non seulement pas été remise en question par la communauté internationale, mais a même été saluée par plusieurs États au cours de cette session de l'EPU. L'Afrique du Sud, par exemple, a qualifié le gouvernement chinois de « leader mondial du développement axé sur l'être humain », alors que cela fait des années que des centaines de milliers de gardiens de troupeaux et de nomades tibétains sont relocalisés, bannis de leurs pâturages et discriminés par les politiques chinoises. La délégation chinoise a par ailleurs été la seule à être applaudie à l'adoption du rapport préliminaire de l'EPU, ce qui montre encore une fois que la Chine gagne en influence et que les efforts qu'elle déploie pour détourner l'attention de ses abus portent leurs fruits. Le responsable de l'équipe d'ICT chargée du plaidoyer auprès de l'ONU et directeur exécutif d'ICT en Allemagne, Kai Müller, a déclaré à propos de cette session: « Soyons clairs, il ne s'agit pas seulement des droits des Tibétains, des Ouïghours ou des défenseurs chinois des droits de l'homme; l'objectif de la Chine est aussi de faire la promotion du système chinois qui, de toute évidence, fait fi des droits de l'homme et de l'État de droit. »

Le 2 novembre, le gouvernement tibétain en exil a réuni au sein d'un forum des représentants des communautés tibétaines, ouïghours et mongoles, des militants des droits de l'homme, des diplomates et des chercheurs, afin de débattre de la situation en Chine et de recenser les problèmes concrets. Alors que la Chine se soumettait à son EPU le 6 novembre, environ 1 000 militants tibétains, ouïghours et mongols ont défilé depuis le Palais Wilson jusqu'à la sculpture en bois Broken Chair située en face du Palais des Nations à Genève. Le but de leur action était d'exhorter la communauté internationale à tenir la Chine pour responsable de ses odieuses violations des droits de l'homme et d'exiger qu'elle respecte les droits fondamentaux de tous



Des militants tibétains, ouïghours et mongols manifestent devant les bâtiments de l'ONU sur la Place des Nations pendant l'EPU de la Chine, le 6 novembre.

les peuples sous son contrôle.

En amont de l'examen de la Chine, ICT a soumis un [rapport rédigé conjointement](#) avec la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme), documentant la détérioration dramatique de la situation des droits de l'homme au Tibet depuis le dernier EPU de la Chine. Ce rapport portait principalement sur la sécurisation à outrance du plateau tibétain, la création d'un environnement extrêmement répressif, le recours systématique et généralisé à la détention arbitraire, à la torture et aux mauvais traitements, le renforcement des contrôles et l'ingérence croissante dans les affaires religieuses, ainsi que les violations récurrentes des droits économiques, sociaux et culturels des Tibétains, y compris ceux des nomades tibétains. ICT a également appelé les États membres de l'ONU à explicitement aborder la situation inquiétante des droits de l'homme au Tibet, dans des questions écrites mais également au cours du dialogue interactif avec la Chine.

Le rapport du Groupe de travail de l'ONU sur l'Examen périodique universel de la Chine sera présenté pour adoption à la prochaine session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, en mars 2019.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- [Vidéo du dialogue interactif avec la Chine dans le cadre du troisième cycle de l'EPU.](#)
- [Projet de rapport du groupe de travail sur l'EPU \(en anglais\)](#)

DÉCÈS DE L'ENVOYÉ SPÉCIAL À LA RETRAITE DU DALAÏ-LAMA ET PRÉSIDENT EXÉCUTIF D'ICT, LODI GYARI



Lodi Gyaltzen Gyari

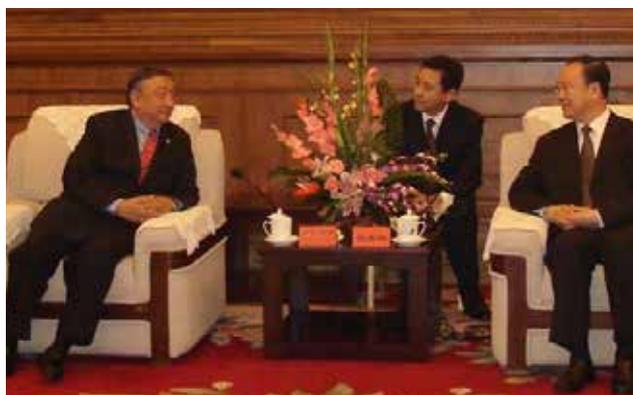
LODI GYARI, ENVOYÉ SPÉCIAL À LA RETRAITE DE SA SAINTÉTÉ LE DALAÏ LAMA, HAUT RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE TIBÉTAINE ET PRÉSIDENT EXÉCUTIF D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET, EST DÉCÉDÉ LE 29 OCTOBRE 2018 À SAN FRANCISCO. SA DISPARITION A PROVOQUÉ DE NOMBREUX HOMMAGES DANS LE MONDE TIBÉTAIN ET AU DELÀ.

Fervent défenseur du peuple tibétain, des droits de l'homme universels et de la réforme démocratique

mondiale, Lodi Gyari a été désigné en mai 1998 par Sa Sainteté le Dalaï-Lama pour lancer et diriger un dialogue avec le gouvernement de la République populaire de Chine. Il a dirigé neuf cycles de pourparlers de haut niveau en Chine et ailleurs (entre 2002 et 2010), mais il a aussi mené une action diplomatique considérable en coulisse, à l'appui de ce processus. Il a renforcé les canaux de communication, noué des relations de confiance avec les dirigeants chinois et maintenu l'intérêt de la communauté internationale pour ce dialogue.

M. Gyari a évolué dans les plus hautes sphères de la scène internationale, où il a su se montrer efficace. C'était un homme de confiance, consulté et admiré par de nombreux dirigeants et diplomates dans le monde. Des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des décideurs politiques le consultaient sur des questions d'ordre mondial et régional – telles que les relations entre l'Inde et les États-Unis, entre la Chine et les États-Unis, et entre l'Inde et la Chine – pour son expertise, sa connaissance approfondie de la région et ses relations personnelles étroites avec les décideurs de ces pays.

«*Rinpoché était un leader inspirant, un véritable nationaliste tibétain, il a consacré sa vie au Tibet et au peuple tibétain. Avec son décès prématuré, nous les Tibétains avons perdu un vrai nationaliste et un grand compatriote*», a déclaré Tempa Tsering, membre du Conseil d'administration



L'envoyé spécial Lodi Gyari (1er à partir de la gauche) en réunion avec le représentant chinois Du Qinglin (2e à partir de la gauche) et Zhu Weiqun (3e à partir de la gauche), le 4 novembre 2008 à Beijing.

d'International Campaign for Tibet. Un responsable du département d'État américain a également présenté ses condoléances: «*M. Gyari a voué sa vie à défendre avec force le peuple tibétain, les principes de la démocratie et les droits de l'homme, notamment la liberté de religion. En ce jour, nous nous souvenons de M. Gyari pour sa quête inlassable d'un avenir meilleur pour tous les Tibétains.*»



Lodi Gyari, le président du Conseil d'administration d'ICT, Richard Gere, et la directrice d'ICT Europe, Tsering Jampa, après la cérémonie de remise du prix « Geuzenpenning » à Vlaardingen (Pays-Bas), le 12 mars 2005. (Photo: Reuters)

Né à Nyagrong (Tibet oriental) en 1949, M. Gyari a été identifié enfant comme étant un lama réincarné, et il s'est consacré à l'étude monastique. Après son arrivée en exil, il est devenu le rédacteur du *Tibetan Freedom Press* – un périodique en langue tibétaine –, puis a lancé le *Voice of Tibet* (le *Tibetan Review* aujourd'hui), la toute première revue en langue anglaise publiée par un Tibétain. Il est aussi l'un des

fondateurs du Tibetan Youth Congress, la plus grande organisation d'exilés tibétains en faveur de l'indépendance du Tibet. Il a ensuite occupé des postes de haut rang – pourvus par élection ou par nomination – au sein de l'Administration centrale tibétaine, de président du Parlement à ministre du gouvernement.

M. Gyari était un diplomate chevronné et compétent, qui a passé la majeure partie de sa carrière à travailler directement pour et au nom de Sa Sainteté le Dalaï-Lama et du peuple tibétain. International Campaign for Tibet est profondément attristée par le décès de cette figure emblématique du combat tibétain pour la justice, et elle tient à présenter ses condoléances à la famille et aux proches du défunt.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- [Remerciements personnels](#) de Lodi Gyari au moment de son départ à la retraite du poste de président exécutif d'ICT
- [Hommage d'ICT à Lodi Gyari, dont une biographie](#)

CONFÉRENCE AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR L'ACCÈS AU TIBET ET LE PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ

LORS D'UNE CONFÉRENCE ORGANISÉE AU SEIN DU PARLEMENT EUROPÉEN LE 21 NOVEMBRE 2018, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A LANCÉ UNE DISCUSSION SUR LA NÉCESSITÉ POUR L'EUROPE D'ÉTENDRE LA NOTION DE RÉCIPROCITÉ – SOUVENT INVOQUÉE PAR LES LEADERS EUROPÉENS COMME UN PRINCIPE CLÉ DANS LEURS RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC LA CHINE – À LA PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTALES ET À LA PROMOTION D'UN ACCÈS LIBRE AU TIBET.



Lors de la session d'ouverture de la conférence, le Directeur des Affaires européennes d'ICT Vincent Metten, les députés Thomas Mann et Cristian Preda ainsi que l'ancien envoyé spécial du Dalai Lama en Europe Kelsang Gyaltzen ont pris la parole.

Cette conférence, intitulée « L'accès au Tibet et la pratique de la réciprocité », organisée en collaboration avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), faisait suite à la publication en mai dernier d'un [rapport d'ICT révélant les stratégies adoptées par la Chine pour instrumentaliser l'accès au Tibet et ainsi empêcher la communauté internationale de constater ses violations des droits de l'homme sur ce territoire](#). Elle s'inscrit également dans le contexte de la prise de conscience croissante que l'asymétrie de la relation entre l'UE et la Chine, combinée à l'influence autoritaire grandissante de la Chine en Europe, constitue une sérieuse menace pour la démocratie et les valeurs universelles.

L'événement a été organisé sur l'invitation des députés européens Thomas Mann, président du Groupe d'Intérêt sur le Tibet,

et Cristian Dan Preda, vice-président de la Sous-commission des droits de l'homme, qui a souligné que « l'UE devrait présenter la réciprocité comme un principe clé des relations bilatérales avec la Chine ».

Au cours d'un débat animé – modéré par Gregory Bruno, un journaliste qui a vécu de nombreuses années en Chine et au Tibet et qui y a consacré de nombreux articles –, des journalistes, un représentant du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), des parlementaires et des responsables nationaux ont discuté des répercussions de la limitation, par la Chine de l'accès au Tibet, tant pour les droits de l'homme au Tibet que pour les droits et les libertés en Europe.

Certains intervenants étaient parvenus à se rendre au Tibet et d'autres non, mais tous ont décrit les difficultés pour les journalistes

et les observateurs indépendants d'accéder au Tibet, ce qui permet au gouvernement chinois de continuer à enfreindre les droits fondamentaux des Tibétains en toute impunité. Ils ont également réfléchi à la manière dont l'Union européenne et ses États membres pourraient promouvoir le principe de réciprocité dans leurs relations avec la Chine, au-delà des relations commerciales et économiques. Jim McGovern – représentant démocrate du Massachusetts à la Chambre des Représentants des États-Unis, qui a porté le [projet de loi sur l'accès réciproque au Tibet \(Reciprocal Access to Tibet Act\) récemment approuvé par la Chambre américaine des représentants](#) – a contribué au débat au travers d'un [message vidéo](#), dans lequel il a présenté ce texte de loi et proposé une coopération entre les États-Unis et l'Europe sur cette question.



Certains des experts présents la conférence. En haut, de gauche à droite : Henri Malosse, membre du Comité économique et social européen (CESE), Guillaume Arnell, sénateur français et vice-président du groupe sur le Tibet au Sénat, Jonathan Hatwell, représentant du SEAE. En dessous : Matteo Mecacci, président d'ICT, et Ursula Gauthier, journaliste française à l'Obs.

> SUITE PAGE 5

> SUITE DE LA PAGE 4

Matteo Mecacci, président d'International Campaign for Tibet, a déclaré: «*Le Tibet est l'une des régions du monde les moins accessibles pour les journalistes et les observateurs indépendants. Il est essentiel pour le gouvernement chinois de maintenir cet isolement total, afin de pouvoir continuer à opprimer le peuple tibétain et à ne pas respecter ses droits fondamentaux, sans que la communauté internationale ne puisse constater ces violations. Le gouvernement chinois profite en outre des possibilités offertes par les sociétés démocratiques pour faire de la propagande et étouffer tout débat ouvert sur le Tibet. Il est urgent que les gouvernements démocratiques appliquent pleinement le principe de la réciprocité dans leurs relations avec la Chine et qu'ils exigent de pouvoir accéder librement au Tibet.*»

Les interventions des participants à la conférence ainsi que leurs échanges de

vues seront synthétisés dans une note de réflexion politique qui présentera des recommandations concrètes sur la manière de rééquilibrer la relation asymétrique entre l'UE et la Chine, en particulier pour ce qui est de l'accès à leurs territoires respectifs. Ce document sera ensuite diffusé aux décideurs politiques européens.

Au cours de la conférence, Kelsang Gyaltzen, ancien représentant spécial de Sa Sainteté le Dalai-Lama en Europe, a également rendu hommage à Lodi Gyari, ancien président et directeur exécutif d'ICT. Lodi Gyari est décédé le 29 octobre dernier et comptait parmi ses amis de nombreux parlementaires, diplomates et dirigeants politiques en Europe et ailleurs dans le monde.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- [Enregistrement vidéo de la conférence «L'accès au Tibet et la pratique de la réciprocité»](#)

RÉTABLISSEMENT DES GROUPES PARLEMENTAIRES SUR LE TIBET EN FRANCE ET EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET SE RÉJOUIT DU RÉCENT RÉTABLISSEMENT DE DEUX GROUPES PARLEMENTAIRES SUR LE TIBET, EN FRANCE ET EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE. IL S'AGIT LÀ D'UN SIGNE IMPORTANT DU SOUTIEN DONT LE PEUPLE TIBÉTAIN CONTINUE DE BÉNÉFICIER EN EUROPE.

Le nouveau groupe parlementaire tchèque pour le Tibet, créé à l'initiative de Dana Balcarová (Parti pirate) et de Marek Benda (Parti démocratique civique) en septembre, a été officiellement lancé le 9 octobre, à l'occasion de la visite à Prague du président de l'Administration centrale tibétaine, Lobsang Sangay. Il réunit plus de cinquante députés issus des deux chambres du Parlement tchèque, ce qui en fait le plus grand groupe parlementaire pour le Tibet en Europe.

En France, le Groupe d'études sur le Tibet de l'Assemblée nationale, créé à l'origine en juin 1990, a été pleinement rétabli ce mois-ci et est désormais composé de 17 députés issus de divers horizons politiques. Il sera présidé par Élisabeth Toutut-Picard, une spécialiste de la santé et de l'environnement, qui appartient au parti du président Emmanuel Macron, La République en Marche. Ce nouveau groupe coopérera étroitement avec son homologue au Sénat, le Groupe d'information internationale sur le Tibet, dirigé par le sénateur Michel Raison et composé de 23 sénateurs.

CÉLÉBRATION DU 30^E ANNIVERSAIRE D'ICT À BRUXELLES

LE 21 NOVEMBRE, LA CONFÉRENCE CONJOINTE D'ICT ET DE LA FIDH AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR L'ACCÈS AU TIBET ET LE PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ A ÉTÉ SUIVIE D'UNE RÉCEPTION À LA BIBLIOTHÈQUE SOLVAY, AU CŒUR DU QUARTIER EUROPÉEN À BRUXELLES, POUR CÉLÉBRER LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE D'ICT.



Cet événement a réuni des défenseurs des droits de l'homme et des militants tibétains, des responsables et des députés européens et nationaux, ainsi que des membres de la communauté tibétaine de Belgique. L'exposition photo «*Tibet, in the shadow of the roof of the world*» (Tibet, dans l'ombre du toit du monde) de l'artiste portugais [Carlos Brum Melo](#), un jeune photographe qui a voyagé au Tibet en 2017, ainsi que des danses et des morceaux de musique traditionnels tibétains ont fait partie des moments forts de cet événement. Une courte vidéo centrée sur le travail d'ICT a également été projetée -cliquez [ici](#) pour la visionner!

UTILISATION D'IMAGES SATELLITE DANS UN RAPPORT D'ICT POUR MONTRER LA TRANSFORMATION DE LA CAPITALE TIBÉTAINE EN VILLE-PRISON

UN NOUVEAU RAPPORT D'ICT RÉVÈLE LA DOUBLE APPROCHE DE LA CHINE POUR L'AVENIR DE LHASA. LES AUTORITÉS CHINOISES SOUHAITENT EN FAIRE UNE DESTINATION TOURISTIQUE DE RÊVE, TOUT EN TRANSFORMANT LA VILLE EN UN CENTRE URBAIN HYPER-SÉCURISÉ.



Ce rapport, intitulé *China's control state in Lhasa* (Le contrôle exercé par la Chine à Lhasa), publié le 4 octobre, s'appuie sur des images satellite pour montrer l'expansion et la modernisation des prisons et des centres de détention dans la capitale ancestrale du Tibet, dans un climat politique caractérisé par des contrôles renforcés et une surveillance totale.

Il illustre également la coexistence

La boîte noire du système pénitentiaire tibétain: un centre de détention connu pour ses pratiques de torture situé juste à côté d'un hôtel cinq étoiles international.

de cet environnement sécuritaire avec le développement du tourisme de masse au Tibet, en prenant l'exemple de l'InterContinental Lhasa Paradise. Cet hôtel cinq étoiles – ouvert par une chaîne britannique dont le site web vante les engagements du groupe en faveur de pratiques commerciales responsables – se situe en effet juste à côté du centre de détention de Gutsa, le plus célèbre à Lhasa, connu pour ses pratiques de torture brutales à l'encontre des moines, des nones et des laïcs tibétains.

«Le contraste ne pourrait pas être plus marqué», explique le président d'ICT, Matteo Mecacci.

«Une prison de l'enfer, dont les Tibétains se souviennent avec terreur, juste à côté d'un hôtel de luxe qualifié de Paradis sur le toit du monde. Il ne peut sans doute pas y avoir d'exemple plus glaçant des priorités du gouvernement chinois au Tibet», ajoute-t-il.

Le gouvernement chinois a réaffirmé son intention de développer le tourisme au Tibet, à l'occasion d'une exposition sur le tourisme et la culture organisée à Lhasa en septembre. Il a dans le même temps souligné que la sécurité était un enjeu majeur, au vu de l'importance du Tibet en tant que «barrière de sécurité».

UN TIBÉTAÏN S'IMMOLE PAR LE FEU EN SOUHAITANT LONGUE VIE AU DALAÏ-LAMA

UN JEUNE TIBÉTAÏN NOMMÉ DORBE S'EST IMMOLE PAR LE FEU LE 4 NOVEMBRE À NGABA (EN CHINOIS : ABA), AMDO, EN CRIANT « LONGUE VIE AU DALAÏ-LAMA ! QUE NOUS PUISSIONS BIENTÔT VOIR SON VISAGE RADIEUX ! », AVANT DE MOURIR.



Selon Kanyag Tsering et Lobsang Yeshe, deux moines de Kirti en exil en Inde qui ont annoncé cette nouvelle immolation par le feu, Dorbe avait 23 ans et était originaire du village de Jakorma (en chinois : Xiakunma) dans le canton de Choejema (ch : Qiujima) du comté de Ngaba dans la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba (ch :

Aba), dans la province du Sichuan. Ngaba est la région où a commencé la vague d'auto-immolations au Tibet. Les moines de Kirti ont expliqué qu'ils n'en savaient pas plus, en raison des restrictions sévères de l'information dans la région et du grave danger auquel s'exposent les Tibétains qui parlent aux Tibétains en exil.

La photo montre Dorbe en habit traditionnel tibétain à côté d'une tente nomade.

Il s'agit du deuxième cas d'immolation par le feu signalé au Tibet cette année, et du 154^{ème} depuis 2009.

ANNULATION D'UN FESTIVAL DE PRIÈRE ET RENFORCEMENT DES CONTRÔLES AU CÉLÈBRE INSTITUT BOUDDHISTE TIBÉTAIN

LES RESPONSABLES CHINOIS ONT ANNULÉ LE FESTIVAL DE PRIÈRE DE DECHEN SHEDRUB AU CÉLÈBRE INSTITUT LARUNG GAR SITUÉ AU TIBET ORIENTAL, SELON UN AVIS OFFICIEL PRÉCISANT QUE PLUS AUCUN GRAND RASSEMBLEMENT RELIGIEUX N'Y SERA AUTORISÉ.



Cette photo de Larung Gar, prise depuis un nouveau point de vue derrière une barrière, montre que les démolitions ont supprimé des pans entiers du paysage du centre religieux.

Cette annonce, qui fait suite à la démolition d'habitations appartenant à des moines et des nonnes, et à des expulsions de masse à Larung Gar depuis 2016, serait le résultat de la nomination annoncée en août 2017 de 200 cadres du parti et responsables laïques à des postes clés au sein de l'institut. Ces nouveaux responsables ont pris le contrôle

de la gestion, des finances, de la sécurité, des admissions, et même du choix des livres.

Il est précisé dans l'avis officiel que Larung Gar est dédié à l'étude et à l'éducation religieuses, et non à la pratique religieuse, et que les adeptes des autres régions n'y sont pas les bienvenus. Cette position illustre un nouveau renforcement de l'emprise des autorités chinoises, dans un climat déjà oppressif contre la religion.

Le festival religieux de Dechen Shedrub est tombé le 30 octobre cette année et a duré environ huit jours. La tradition veut que de nombreux adeptes se réunissent à Larung Gar pour le festival. Il a été annulé en 2016 au plus fort des démolitions, et une autre fois en 2009, suite aux manifestations et à leur répression dans la région et à travers

tout le Tibet en 2008. L'année dernière, les autorités ont promis qu'il serait autorisé et les moines avaient entamé les préparatifs, mais il a soudainement été annulé avant que les prières n'aient pu commencer.

Selon certaines informations, les moines et les nonnes sont conscients de la présence constante de policiers et d'officiers de sécurité habillés en civil. Un visiteur a relaté avoir vu un groupe de Chinois habillés en civil dans un bus à l'extérieur du temple principal, avec des armes visibles dans le véhicule. Ce même visiteur, qui s'était déjà rendu à Larung Gar par le passé, explique : *«L'endroit n'est plus du tout le même, c'est si vide, les moines, les nonnes, mais aussi les pèlerins tibétains sont partis, il n'y avait même que très peu de Chinois sur place. L'ambiance y est morose, comme si quelque chose s'était brisé.»*



LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRISONNIER POLITIQUE PALDEN GYATSO

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET EST ATTRISTÉE PAR LA DISPARITION DE PALDEN GYATSO, QUI A ENDURÉ PLUS DE 30 ANS DE TORTURE ET D'EMPRISONNEMENT DANS DES PRISONS ET CAMPS DE TRAVAIL CHINOIS AU TIBET. IL EST DÉCÉDÉ LE 30 NOVEMBRE À DHARAMSALA, EN INDE, À L'ÂGE DE 85 ANS.

Palden Gyatso est né à Panam, au centre du Tibet, et est devenu moine à Gadrug Gompa, à Shigatse, où il y a étudié jusqu'à l'âge de 16 ans. En 1959, lorsque la Chine réprima le soulèvement tibétain contre son occupation, il fut arrêté avec d'autres

moines, accusé d'être un réactionnaire et condamné en 1960 à une peine de prison de sept ans. Il s'échappa de prison trois ans plus tard, mais fut arrêté à la frontière indienne et de nouveau emprisonné. Ses deux jambes étaient

> SUITE PAGE 8

> SUITE DE LA PAGE 7

TROIS MOINES PLACÉS EN DÉTENTION SUITE À DES MANIFESTATIONS EN SOLITAIRE À NGABA

TROIS JEUNES MOINES DE LA RÉGION DE NGABA, DANS LE TIBET ORIENTAL, ONT ÉTÉ PLACÉS EN DÉTENTION APRÈS AVOIR MENÉ DES ACTES DE PROTESTATION EN SOLITAIRE DÉBUT SEPTEMBRE, CE QUI VIENT CONFIRMER UNE TENDANCE QUI S'EST DÉVELOPPÉE EN 2014-2015.



Tenzin Gelek and Dorjee Rabten

Le 5 septembre 2018, Dorje Rabten, 23 ans, a manifesté dans la ville du comté de Ngaba (en chinois : Aba), en scandant des slogans pro-tibétains, selon Kanyag Tsering et Lobsang Yeshe, du monastère de Kirti à Dharamsala en Inde. Dorjee Rabten, un moine du monastère de Kirti au Tibet, a été arrêté par la police et placé en détention. Selon les mêmes sources, le lendemain, le 6 septembre, un autre moine du monastère de Kirti, Tenzin Gelek, âgé de 18 ans, a lui aussi manifesté seul dans la ville du comté, réclamant la liberté au Tibet. Il a été immédiatement arrêté et placé en détention. Tenzin Gelek, également originaire de Me'uruma, aurait publié deux messages sur les médias sociaux avant de manifester, et il serait l'auteur de nombreuses autres publications sous un pseudonyme. Son lieu de détention reste inconnu. Un troisième moine a manifesté en septembre dans la ville du comté. Il a été arrêté, mais nous n'avons pas d'autres informations à ce sujet pour l'instant.

Les actes de protestation en solitaire sont devenus réguliers en 2014-2015 à Ngaba, là où la vague d'immolations par le feu a commencé en 2009, lorsque le moine Tapey de Kirti s'est immolé. Plusieurs actes de protestation en solitaire ont également été observés à Kardze (en chinois : Ganzi), aussi dans le Sichuan, où plusieurs immolations par le feu ont été dénombrées, ce qui montre que la détermination de la jeune génération de moines et de laïcs tibétains ne faiblit pas.

Certains des Tibétains condamnés pour ces manifestations ont été relâchés, mais selon deux moines de Kirti en exil, la police villageoise les replace ensuite en détention pendant environ une semaine pour une «rééducation».

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- [Les manifestations en solitaire montrent le courage remarquable et la loyauté à toute épreuve des Tibétains à l'égard du Dalai-Lama](#)

retenues liées par une barre de métal qui rendait la marche presque impossible. Il a terminé sa peine de prison en 1975 mais a été envoyé dans un camp de travail pour prisonniers. Il s'évada de nouveau en 1979, mais fut rapidement surpris en train de poser des affiches anti-chinoises et condamné à neuf nouvelles années de prison. En août 1992, il termina sa peine de prison, 13 jours plus tard, il s'échappa du Tibet pour l'Inde où il trouva l'asile.

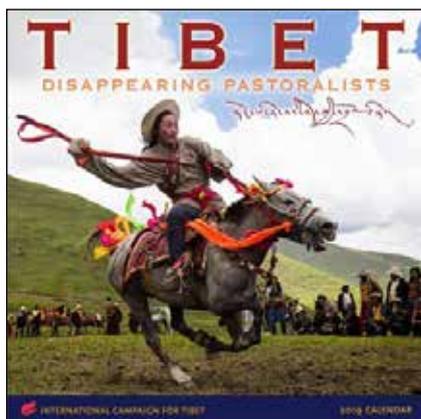
Pendant sa détention, Palden a été soumis à des tortures et mauvais traitements inimaginables pour son refus de se "réformer" et d'abandonner sa foi et son identité bouddhistes, une réalité qu'il a décrite plus tard dans son livre "Du Feu sous la Neige". Palden et d'autres prisonniers incarcérés à Drapchi à cette époque ont été forcés de travailler neuf heures par jour, souvent attelés à un joug et contraints de labourer la terre. La faim devint aussi la punition la plus cruelle. Mais les prisonniers ne pouvaient pas arrêter de travailler –ils étaient sinon battus presque à mort.

Ayant atteint la sécurité en exil, Palden n'abandonna pas, mais persista et ne perdit aucune occasion de dire au monde la vérité sur le Tibet. Il se fit connaître en occident après s'être rendu en Grande-Bretagne, en Italie, au Portugal et aux États-Unis en 1995, où il avait apporté avec lui une collection d'instruments de torture, dont certains encore souillés de sang, qu'il avait fait acheminer clandestinement du Tibet après avoir acheté un responsable de prison chinoise.

Le décès de Palden Gyatso a eu un impact profond sur les militants de la cause tibétaine à travers le monde, dont beaucoup avaient gardé des liens avec lui pendant de nombreuses années. Le Dalai Lama a décrit la vie de Palden comme «une des histoires les plus extraordinaires de souffrance et de persévérance», affirmant qu'il était «une source d'inspiration pour nous tous».

CALENDRIER MURAL 2019 D'ICT

DÉCOUVREZ LA VIE SUR LE PLUS HAUT ET PLUS GRAND PLATEAU DU MONDE AVEC LE CALENDRIER MURAL D'ICT SUR LES NOMADES TIBÉTAINS EN VOIE DE DISPARITION!



Pendant des siècles, les nomades tibétains ont vécu selon un mode de vie équilibré, protégeant le vaste plateau tibétain et sa faune, son écosystème et ses ressources en eau. Mais cette existence pacifique est menacée, principalement en raison des politiques chinoises qui dévastent le plateau et ses habitants. Ces images extraordinaires capturent l'essence de cette éclatante culture et nous rappellent notre connexion à la terre et notre responsabilité de la préserver.

Avec l'achat de ce calendrier, vous contribuez directement au travail d'ICT en faveur des droits de l'homme et des libertés démocratiques au Tibet. C'est également un très beau cadeau à offrir !

Cliquez [ici](#) pour acheter le calendrier mural 2019 d'ICT: des pasteurs nomades en voie de disparition.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

10 DÉCEMBRE: JOURNÉE MONDIALE DES DROITS DE L'HOMME